

Les racines séculaires d'une difficile construction nationale	Titulo
Castor, Suzy - Autor/a;	Autor(es)
En: Haïti, réinventer l'avenir . Port-au-Prince : Editions de l'Université d'Etat d'Haïti ; Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2012. ISBN 978-99935-57-47-0	En:
Port-au-Prince	Lugar
Editions de la Maison des sciences de l'homme Editions de l'Université d'Etat d'Haïti	Editorial/Editor
2012	Fecha
	Colección
Construcción de la realidad; Gobierno; Sociedad; Historia; Estado; Construcción del estado; Haití;	Temas
Capítulo de Libro	Tipo de documento
http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/Haiti/cresfed/20120730034623/cap1.pdf	URL
Reconocimiento-No comercial-Sin obras derivadas 2.0 Genérica http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/deed.es	Licencia

Segui buscando en la Red de Bibliotecas Virtuales de CLACSO

<http://biblioteca.clacso.edu.ar>

Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO)

Conselho Latino-americano de Ciências Sociais (CLACSO)

Latin American Council of Social Sciences (CLACSO)

www.clacso.edu.ar



Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales
Conselho Latino-americano de Ciências Sociais
Latin American Council of Social Sciences



Les racines séculaires d'une difficile construction nationale

SUZY CASTOR

Docteure en histoire de l'université nationale autonome du Mexique et professeure à l'Université d'État d'Haïti, ses réflexions et publications traitent de l'occupation américaine d'Haïti, des relations haïtiano-dominicaines, de la décentralisation, de la dette haïtienne, des racines historiques de la reconstruction. Depuis son retour d'exil après la chute des Duvalier, elle est très impliquée dans la vie politique haïtienne et dirige le Centre de recherche et de formation économique et sociale pour le développement. sucastor@gmail.com

L'évolution d'Haïti durant le demi-siècle écoulé a soulevé beaucoup de questions sans réponses, ou des réponses alimentées par toutes sortes de subjectivisme. Les profondes contradictions dans notre société portent, souvent, à considérer le pays comme une exception, plutôt que dans ses particularités. Pour l'essentiel, le processus haïtien est en réalité semblable à ceux déroulés dans d'autres espaces et dans d'autres temps sur le continent latino-américain avec des caractéristiques que nous retrouvons *mutatis mutandis* avec plus ou moins de force dans différentes sociétés. Considérer ce moment difficile comme un fait isolé, sans le replacer dans une perspective historique incite à parler « d'État failli », « non viable » ou « d'État paria, sans futur possible », et rend très difficile la compréhension de ses continuités et de ses ruptures. Nous ne pouvons construire l'avenir sans interroger le passé qui donne au présent toute sa densité et ses ambiguïtés. Considérer les tendances et les caractéristiques actuelles d'Haïti oblige à se référer à certains facteurs historiques qui ont configuré et qui affectent son évolution comme nation indépendante depuis 1804. Dans un survol du siècle dernier j'essaierai de déceler les racines des difficiles problèmes auxquels nous sommes confrontés après le séisme du 12 janvier 2010.

À la fin du XVIII^e siècle et à l'aube du XIX^e, siècle fondateur, Haïti écrivait une première page héroïque dans l'histoire universelle. Dans un contexte international dominé par l'esclavage, le colonialisme et le racisme, le nouvel État dut affronter les tâches de défense, de souveraineté, de développement et d'intégration d'une nouvelle nation en gestation. Le pouvoir militaro-oligarchique reproduisit la matrice de la domination coloniale, cette fois autour du café, et stabilisa un système d'appropriation exclusive du pouvoir politique et des

ressources du pays, alors que les mouvements paysans, dont quelques-uns très importants, se répétaient de manière têtue et continue. Ainsi, déjà à la fin du XIX^e siècle, des voix critiques, même des représentants les plus lucides de l'ordre existant, réclamaient l'industrialisation, la promotion de l'agriculture, plus de justice sociale et soulignaient la nécessité d'une force politique capable d'assurer l'intégration nationale, le dépassement des entraves à l'économie et un rééquilibrage des forces sociales. La République oligarchique par son manque de cohérence et d'unité empêchait le développement économique et social. On assista à une polarisation des luttes pour la conquête du pouvoir entre les deux secteurs de l'oligarchie, appuyée sur la paysannerie revendicative, alimentée par les ingérences et menées des puissances étrangères, qui culmina en une agitation constante et en une ingouvernabilité notoire. Une profonde crise politique, économique, sociale et morale secoua la société haïtienne.

Quatre grandes revendications traversent alors cette époque : l'exigence d'un État qui assure la modernisation, une nation intégrée par tous les Haïtiens-citoyens, un pays capable de subvenir à ses besoins et une Haïti souveraine dans le concert des nations. La solution aux contradictions politiques, sociales, ethnoculturelles n'arriva pas à enclencher la modernisation car elle fut tronquée au débarquement, le 28 juillet 1915, des marines nord-américains qui imposèrent militairement leur logique et leur propre solution, en perturbant le cours historique de notre vie de peuple.

L'occupation nord-américaine et la modernité avortée

Comme les autres pays de la Caraïbe et de l'Amérique centrale, Haïti connaît par la politique du *big stick* la perte virtuelle de l'indépendance politique et l'adaptation des structures nationales aux intérêts de l'occupant.

Dans un premier temps, l'extension de la guérilla paysanne, très populaire, dirigée par Charlemagne Peralte constituait un obstacle, mais la pacification réalisée jusqu'en 1920 donna lieu à une violence « exemplaire » faisant 11 000 victimes. Le rêve de convertir Haïti en une immense plantation de canne à sucre se heurta, malgré le pouvoir de coercition illimité, à la structure de petites propriétés, au manque d'infrastructures adéquates et au faible développement des forces productives. La plantation s'accoupla alors aux structures locales et archaïques. L'incorporation à l'économie capitaliste resta donc réduite, et la production agricole ne fut pas diversifiée et n'augmenta pas de façon substantielle. Les relations sociales ne furent pas touchées. Le capital préféra exploiter la main-d'œuvre haïtienne qui fut transportée sur les plantations nord-américaines à Cuba et en République dominicaine. L'occupation n'arriva pas non plus à asseoir les bases d'un développement industriel ni à impulser de façon significative le marché interne. Cependant la modernisation institutionnelle s'imposa

avec la démocratie représentative et la création d'une armée, épine dorsale du nouveau système politique. Le fonctionnement d'un appareil administratif modernisé, la rénovation des cadres de la bureaucratie, l'élargissement de la classe moyenne, la réalisation de grands travaux d'urbanisme et l'introduction de certaines avancées technologiques dans la vie quotidienne, créèrent pour beaucoup l'illusion de la modernisation.

En réalité cette façade ne répondait ni aux impératifs du développement ni à une réelle démocratisation. La constellation des grands propriétaires fonciers, commerçants, militaires, notables ruraux, etc., sous l'hégémonie mulâtre, se transforma en élite dominante-dominée, scellant ainsi la marginalisation de la paysannerie et des masses urbaines, l'expulsion des provinces de la scène politique et la centralisation excessive de « la république de Port-au-Prince ». En toile de fond, l'occupation avait exacerbé les contradictions fondamentales de la structure socio-économique, en renforçant d'autres dimensions : urbain/rural, centralisation de Port-au-Prince/faiblesse des villes de province, noirs/mulâtres, citoyens/non-citoyens, occupation/souveraineté. L'extension d'un fort mouvement nationaliste, cette fois pacifique, exigeait la désoccupation du pays, et, en 1930, la tenue d'élections représentait une nouvelle phase. L'armée était prête à prendre la relève et à assurer le *statu quo*. Le 1^{er} août 1934, le dernier marine quitta Haïti.

L'appareil créé par le système nord-américain fonctionna dans un climat de tranquillité. Il faut toutefois souligner que la démocratie représentative s'accommodait très bien avec l'absolutisme présidentiel, les démêlés avec le Parlement, les élections dominées par l'armée et même les libertés publiques sporadiquement méprisées.

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'effondrement du fascisme et les luttes contre les dictatures, le système postoccupation dut affronter sa première convulsion : le mouvement de 1946, au large contenu démocratique, conduit par la fraction la plus radicale de la jeunesse universitaire stimulée par les forces socialistes. Il entraîna d'amples secteurs populaires, surtout les masses de Port-au-Prince et de quelques villes de province. Les luttes paysannes du XIX^e siècle cédèrent le pas au mouvement urbain. À de rares exceptions, celui-ci ne remit pas en question le système postoccupation, mais réclama, avec la doctrine du *noirisme*, l'inclusion des couches noires dans l'appareil d'État. Il permit à la fois un élargissement de la base de sustentation du système et son renforcement. Les retombées bénéfiques des prix élevés des matières premières et agricoles sur le marché international, l'aide financière et l'augmentation des investissements étrangers amenèrent une relance de l'économie et provoquèrent une certaine euphorie dans les couches dominantes.

En réalité, durant l'époque des gouvernements « démocratiques » de 1930 à 1956, à l'exception de la période de guerre, la modernisation s'est manifestée dans divers domaines comme l'urbanisation de la capitale et de certaines villes de

province, la réalisation d'infrastructures, dont l'exposition internationale pour le bicentenaire de la fondation de Port-au-Prince, la grande production d'œuvres scientifiques, littéraires, artistiques, historiques et économiques, l'implantation d'une politique d'éducation, de santé. C'est l'époque de l'euphorie du système appuyé par une armée monolithique. En Amérique latine c'est aussi l'apogée du pouvoir militaire et la période du maccarthisme, décidé à combattre le communisme sur le continent à n'importe quel prix.

Au milieu de la décennie 1950, la fin de la guerre de Corée et une catastrophe naturelle – le cyclone Hazel – mirent fin au cycle conjoncturel de la prospérité. Toutes les contradictions latentes resurgirent, et les nouveaux conflits encouragèrent les ambitions de l'armée. En réalité, la conjoncture favorable avait permis le fonctionnement du système politique modernisé et avait masqué l'archaïsme des structures économiques. La profonde crise structurelle présente depuis le début du siècle et l'exacerbation des revendications sociales réapparurent avec plus de force dans la conjoncture de 1957. Et ce fut la solution dictatoriale.

La solution dictatoriale : fin du modèle postoccupation

La dictature duvaliériste instaura de nouvelles méthodes de domination politique à travers un système de pouvoir basé sur la violence institutionnalisée et le terrorisme d'État. Les mécanismes de contrôle furent renforcés, les forces politiques annihilées et les institutions démembrées. François Duvalier « formalisa » la crise selon l'expression de Michel Rolph Trouillot (1986). Le régime qui avait sa logique propre signifia l'effondrement de la démocratie représentative établie par l'occupation nord-américaine. Avec un arsenal doctrinal obscurantiste et manipulateur, il désarticula l'armée, se présenta comme le porte-drapeau des classes moyennes et chercha en même temps à agrandir sa base de sustentation en recourant à une fausse inclusion de la paysannerie sur la scène politique. Il chercha à détruire systématiquement toute résistance et à mater les luttes héroïques des secteurs démocratiques, et il étendit à certaines couches de l'oligarchie, les formes d'oppression et de domination réservées jusqu'à présent aux secteurs paysans et populaires. Il est important de signaler que durant ce processus de renforcement, il reçut l'appui multiforme des pays étrangers, particulièrement des États-Unis, obnubilés par la révolution cubaine.

Durant plus de dix ans, le pays connut un vrai collapsus économique l'entraînant dans la spirale du « développement du sous-développement », selon Gérard Pierre-Charles (1997). Cette régression survint au moment d'une grande avancée civilisatrice mondiale : l'arrivée du premier homme sur la lune, la troisième révolution technologique, l'extension des aspirations des peuples à une plus grande justice sociale et à plus de démocratie. C'est l'époque de la révolution cubaine et des indépendances des pays de l'Afrique et de la Caraïbe.

En 1971, avec Jean-Claude Duvalier, la présidence à vie devint héréditaire. La modernisation des méthodes de répression, la réconciliation entre la bourgeoisie noire et mulâtre et le vernis technocratique dans la logique du pouvoir absolu marquèrent cette étape de continuité qui prétendait réaliser une soi-disant « révolution économique ».

Après plus de quinze ans de recul, il y eut une très timide relance de l'économie. L'ouverture au « capitalisme sauvage » attira les investissements étrangers qui s'orientèrent vers l'industrie d'assemblage ou l'extraction minière, le développement embryonnaire d'une industrie orientée vers le marché interne, avec l'introduction de monopoles privés. Les hauts prix sur le marché international des huiles essentielles et de la pite, l'accroissement de la dette extérieure, les dons bilatéraux et multilatéraux assurèrent une circulation monétaire relativement grande qui masquait une baisse de la production du café, la dégradation accélérée de l'agriculture traditionnelle, l'appauvrissement de la paysannerie, le développement des bidonvilles et le nouveau phénomène des *boat-people*. Tel est le mirage de la modernisation dans le contexte du duvaliérisme et des nouvelles formes de dépendance croissante.

En définitive, le duvaliérisme, avec un coût extraordinaire pour notre peuple, constitue la tentative violente d'élargir les bases de l'État oligarchique par la réconciliation entre les factions de la vieille et de la nouvelle oligarchie noire et mulâtre, l'inclusion de certains secteurs moyens et la fausse incorporation de la paysannerie. Sa longue durée, vingt-neuf ans, laissa ses pratiques et ses idées profondément ancrées dans notre société, moula les institutions et affecta toutes les structures du pays. Il rendit encore plus aiguës les contradictions de la société, en élargissant le fossé entre les plus riches et les plus pauvres, accentua l'exclusion et la désarticulation sociales, et renforça la société à deux voies. En fin de compte, fils de l'occupation nord-américaine, il se révéla incapable d'assurer la stabilité sociopolitique et la survivance du système postoccupation. Les effets de la crise économique aux États-Unis, la chute des prix du café et l'augmentation des luttes populaires montrèrent la fragilité du duvaliérisme ainsi que les limites et les contradictions du projet dictatorial.

Le glas des dictatures, comme celles d'Alfredo Stroessner au Paraguay, de Ferdinand Marcos aux Philippines, sonnait. En Haïti, la crise, alimentée par d'anciens et de nouveaux problèmes, exigeait une forte et urgente solution afin de répondre à la recherche par tout un peuple d'une nation intégrée capable de subvenir aux besoins de citoyens, en quête de développement et de démocratie. C'était une fois encore l'échec de l'élite haïtienne dans son incapacité à promouvoir les idéaux démocratiques et les modèles de progrès et de développement propres à l'État et à une communauté moderne. C'était aussi l'échec de la politique de ses puissants protecteurs.

La transition : du consensus à la polarisation

La chute des Duvalier, le 7 février 1986, fit place à une transition interminable qui fit apparaître à nouveau les contradictions rénovées qui traversaient la société. La consolidation d'un grand mouvement social et les luttes contre la tentative de reconstituer un duvaliérisme sans Duvalier ouvrirent, avec les élections de décembre 1990, une nouvelle étape chargée d'illusions de changement. Pour la première fois depuis l'occupation américaine, l'armée n'était plus la source du pouvoir et la classe politique traditionnelle semblait dépassée. La crise d'hégémonie paraissait avoir trouvé une issue, mais ce n'était qu'une illusion qui prit fin avec un sanglant coup d'État militaire sept mois plus tard. Malgré le peu de progrès du point de vue légal et de l'amélioration des conditions de vie des citoyens, au-delà de la réalité objective, la sensation d'accession à la citoyenneté et à la souveraineté aurait pu se transformer en un puissant levier pour avancer dans la construction d'une nation enfin intégrée. La résistance populaire se renforça, l'armée perdit ses alliés traditionnels et les troupes américaines durent procéder à la restitution du pouvoir au président constitutionnel. Hormis l'intermède militaire (1991-1994) et celui du gouvernement intérimaire (2004-2006), le pouvoir Lavalas couvrit toute la transition. Cette deuxième étape, malgré tout, amena de nouvelles illusions et opportunités, mais aussi des ruptures, dérives et perversions. Le contenu populiste et l'absence de projets affectèrent la légitimité du régime, d'autant plus que le gouvernement reproduisait les vieux schémas du passé, que l'on était en droit de croire révolus, et accentuait les déformations économiques et sociales. La désinstitutionnalisation abolit tous les repères tant dans la société que dans les espaces de pouvoir et contribua à une croissante désagrégation sociale, à une économie chaque fois plus détériorée et à la désarticulation de la nation.

Le pouvoir Lavalas a voulu détruire l'ancien, mais il n'est pas parvenu à construire le nouveau. Le modèle hybride de la démocratie représentative greffé sur le duvaliérisme n'arrive pas à fonctionner, empêtré dans ses propres contradictions et surtout contré par les avances de la conscience citoyenne dans la population et par la transparence exigée de l'évolution du monde international. Un État autoritaire se cherche avec plus ou moins de force et de nuances, qui, s'adaptant aux nouvelles réalités nationales ou internationales, enrichit de nouveaux instruments son mode de fonctionnement. On assiste au dysfonctionnement puis à la déstructuration des institutions, d'un État faible dans ses attributions de conduction et de construction nationale, incapable de remplir ses fonctions régaliennes. À partir de 1994 un changement capital mérite d'être signalé : la dissolution de fait de l'armée, colonne vertébrale du système postoccupation.

Haïti, pays le plus sous-développé du continent en termes de développement humain, assiste à l'épuisement des mécanismes traditionnels de production et

de reproduction ainsi qu'au manque de dynamisme de certains secteurs émergents de son économie. L'industrie d'assemblage, l'artisanat ou la promotion agricole orientée vers l'exportation ou vers le marché interne n'arrivent pas à se consolider. Mais de nouveaux facteurs déformants facilitent la circulation monétaire et permettent la survivance du pays : aide internationale massive bilatérale ou multilatérale, transferts de devises des émigrés, trafic de drogue, contrebande et spéculations de toutes sortes. Une réalité s'impose chaque fois davantage : le pays ne produit pas, alors que sa population et sa consommation augmentent. La faiblesse structurelle de l'appareil productif se manifeste dans le secteur agricole – déstructuration du monde rural, expulsion de la paysannerie vers les villes, nourrissant les bidonvilles, ou vers l'extérieur, urbanisation sauvage –, dans la décroissance du rachitique secteur industriel et dans la place exceptionnelle du secteur informel dans le panorama économique. La désintégration économique frappe de plein fouet tous les secteurs, épargnant seulement les bénéficiaires et les protégés du régime. La bourgeoisie traditionnelle s'est déplacée, la classe moyenne est laminée et les conditions de vie des catégories populaires deviennent chaque jour plus inhumaines. Toutefois, comparative-ment aux époques antérieures, des mutations importantes se sont produites.

La conquête de la liberté de parole permet l'expression, individuelle et collective, des revendications, des dénonciations et des critiques du pouvoir. De multiples acteurs, jusque-là invisibles, entrent en scène. Les exclus de toujours, la paysannerie et les provinces refoulées depuis l'occupation de 1915 réapparaissent sur le plan revendicatif. La population des nouveaux bidonvilles et les classes moyennes affrontent le pouvoir d'État, la bourgeoisie et la classe politique traditionnelle qui n'arrivent pas à percevoir les mutations en cours dans la société. Les exclus réclament leur participation, et, pour la première fois, prétendent leur inclusion non seulement sociale mais aussi politique, le fonctionnement d'un système politique avec des règles de jeu claires ainsi qu'une nouvelle institutionnalité qui permettent la réalisation d'un projet national et favorisent la participation réelle de toutes les couches sociales.

Dans un tel contexte, les méthodes de contention, de cooptation, de domination et même de répression et de violence du pouvoir traditionnel perdent de leur efficacité ainsi que la démagogie populiste. Face aux revendications de ces nouveaux acteurs collectifs, le régime politique s'affaiblit, incapable tout à la fois de répondre aux exigences de mieux-être et de participation de la population, d'assurer une bonne gouvernance et de maintenir la cohésion sociale et sa légitimité. En même temps, le mouvement social dans des luttes rénovées, avec des avancées notoires et des reculs tout aussi considérables, puissant en son essence mais faible au niveau organisationnel, sans ressources et notamment sans le moteur de partis politiques suffisamment organisés et d'associations structurées de la société civile, n'arrive pas encore à résoudre le problème de la direction politique et économique. D'où la question de l'hégémonie posée déjà à la fin du

XIX^e siècle et la polarisation exacerbée manifestée au cours de cette étape issue des contradictions et confrontations qui secouent cette société de carence.

Durant toute cette période, la surdétermination de l'intromission étrangère acquiert une telle dimension que la notion même de souveraineté disparaît avec la présence d'une force militaire de plus de 12 000 soldats.

Le séisme du 12 janvier 2010 constitue le creuset où se manifestent dans une nouvelle dynamique les caractéristiques signalées en amplifiant toutes les contradictions, les anciens et les nouveaux défis mais aussi les potentialités, opportunités, ressorts et leviers capables de guider la reconstruction et la refondation indispensables.

Cette catastrophe a montré l'incapacité et la désorganisation de cet État à diriger et construire la nation en en soulignant son effondrement. Même soulagée par l'aide d'urgence, et malgré ses effets pervers, la vie déjà précaire de la population s'est aggravée. Pour tous les secteurs, des couches les plus pauvres à la bourgeoisie besogneuse, le quotidien devient chaque jour plus lourd. Les frustrations grandissantes nourrissent un potentiel de révolte dont l'éclatement est difficile à prévoir. La fragilité de l'appareil d'État et la démission du gouvernement amènent l'international à être omniprésent et omnipuissant, à se substituer sans fard aucun à l'État haïtien. La reconstruction du pays dans ces circonstances se dessine sans une vision réelle du gouvernement et sans la participation de la population. Plus que jamais, à cause de son caractère historico-structurel et son degré de maturité, la crise totale haïtienne dénie toute tentative de recomposition.

De quelle couleur sera le XXI^e siècle, sinon d'espoirs ?

Ce rapide coup d'œil paraît nous enfermer dans un cercle d'expériences tronquées, de déceptions, d'insatisfactions, de luttes mais aussi de succès, dans une recherche historique interminable pour construire la nation d'une manière consensuelle. Ce recommencement perpétuel soulève des interrogations et des contradictions dans la confrontation entre notre imaginaire politique et la réalité. Au lieu de se résoudre, les problèmes semblent devenir chaque fois plus complexes. Haïti semble avoir perdu le train du développement. Aujourd'hui, nous comptons sur un acquis historique qui, joint à la détermination de notre peuple, est notre plus grand capital. Il est donc fondamental que nous tirions des leçons de nos expériences pour « reconquérir notre histoire », ouvrir des sentiers originaux correspondant à notre itinéraire passé et à notre état de sous-développement extrême, dans une société où les valeurs d'efficacité, de solidarité humaine, d'intérêt collectif, de cohérence éthique et de projet national peuvent naître d'un *leadership* organisé et capable de donner confiance au peuple pour dépasser les entraves au progrès. Tâche difficile dans un présent qui compromet le futur : construire la nation au moment où sur la scène mondiale prédomine

la globalisation qui, avec ses lois d'acier et son implacable darwinisme social, ôte aux pays pauvres les instruments indispensables qui contribuèrent hier à forger les États bâtisseurs de nations.

Cette grande crise oblige à de grands changements. La situation actuelle exige une alternative pour la construction des bases matérielles, intellectuelles et morales du pays et la refondation de la nation. Qu'on le veuille ou non, cette alternative passe par le dépassement et la modernisation du système politique qui acquiert aujourd'hui un poids inestimable. Seul un regard dépassionné sur le passé peut donner toute leur densité aux difficultés et ambiguïtés du présent, à la force de notre culture garante de la construction de ce monde de justice et de bien-être qui a inspiré un combat et un rêve centennaires. Défaire les nœuds historiques des quatre grandes revendications présentes durant tout le siècle dernier est le grand défi que tous les Haïtiens conscients se doivent de relever.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- CASTOR, Suzy, 1999, *L'occupation américaine d'Haïti*, Port-au-Prince, Éditions Résopresse.
- HECTOR, Cary, 2010, « Élections 2010 : enjeux et défis renouvelés pour le projet démocratique », *Rencontre du CRESFED*, 22-23 juillet 2010 : 100-108.
- HECTOR, Michel, 1994, « Charisme et mouvements populaires, XIX^e-XX^e siècle », *Revue de la société haïtienne d'histoire et de géographie*, Port-au-Prince, n° 179-180, mars-juin : 7-74.
- HURBON, Laënnec, 2001, *Pour une sociologie d'Haïti au XXI^e siècle : la démocratie introuvable*, Paris, Karthala.
- JEAN, Jean-Claude et MAESSCHALEK, Marc, 1999, *Transition politique en Haïti. Radiographie du pouvoir lavalas*, Paris, L'Harmattan.
- JEAN-FRANÇOIS, Hérold, 2008, « Haïti, changement démocratique et traditions », in *Dynamiques de la construction démocratique en Amérique latine dans la Caraïbe et en Haïti*, Fondation Gérard Pierre-Charles, Port-au-Prince : 234-240.
- JOACHIM, Benoit, 1979, *Les racines du sous-développement en Haïti*, Port-au-Prince, Éditions Henri Deschamps.
- MANIGAT, Leslie F., 2009, *La crise haïtienne contemporaine*, Port-au-Prince, Collection du CHUDAC.
- PEAN, Leslie J. R., 2007, *Haïti, économie politique de la corruption*, tome IV : *L'ensauvagement macoute et ses conséquences 1957-1990*, Paris, Maisonneuve & Larose.
- PIERRE-CHARLES, Gérard, 1997, *Haïti pese a todo, la utopía*, Porto Rico, Universidad de Puerto Rico.
- TROUILLOT, Michel Rolf, 1986, *Les racines historiques de l'État duvaliérien*, Port-au-Prince, Éditions Henri Deschamps.